



ASSEMBLEE NATIONALE
SENAT

Paris, le 20 avril 2023

Pétition « Ensemble, protégeons l'école publique », presque 70 000 signataires !

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Crise climatique, crise économique et sociale, guerre aux portes de l'Europe, effets délétères de la crise Covid sur la santé mentale ... L'anxiété est forte, trop forte chez beaucoup trop d'enfants, d'adolescents, de jeunes, les citoyens de demain. Notre société a une dette de bienveillance envers eux, le devenir de la Nation, les citoyennes et citoyens futurs. Il s'agit bien en premier lieu d'y répondre par l'éducation et l'école publique.

L'école publique souffre d'une pénurie chronique de moyens humains et financiers, et par voie de conséquence sa communauté éducative : des équipes avec des missions toujours plus vastes, 15 millions d'heures perdues avec des remplacements non assurés, des classes surchargées, des parents et des élèves en prise toujours plus grande avec les inégalités scolaires et sociales.

La rentrée 2023 s'annonce très difficile dans l'école publique. Ce sont plus de 1500 postes en moins, plus de 20 000 fermetures prévues de classes sur tout le territoire pour une baisse démographique connue de 60 000 élèves. Une fermeture de classe est certainement logique dans un tableur Excel, mais pas dans la vie réelle. L'école publique participe intégralement à la vie sociale et au tissu économique d'un territoire, qu'il soit rural, péri-urbain, urbain.

Des mobilisations s'organisent, réunissant équipes éducatives, parents, élèves, maires et élus locaux, partageant leur colère, leur incompréhension voire leur sentiment d'abandon. Elus de vos territoires, vous avez connaissance des difficultés rencontrées dans l'école publique.

La FCPE, première fédération de parents d'élèves de l'école publique, a initié [une pétition nationale « Ensemble, protégeons notre école publique »](#). Avec déjà 70 000 signatures et des milliers de témoignages, elle confirme notre revendication : Le budget alloué à la rentrée scolaire 2023 doit être revu et d'urgence !

La FCPE, défend l'école publique, gratuite, humaniste et laïque, faisant vivre les valeurs de la République. Parce que les citoyens de demain ne sont pas un marché, la mixité sociale et scolaire doit s'organiser dans l'école de la République, qui accueille plus de 80 % des enfants et adolescents en âge d'être scolarisés sur le territoire.

L'école publique est le cœur battant de notre République et doit rester garante de l'accès universel à une éducation de qualité, dans le souci du bien-être de sa communauté éducative. Elle, seule, accueille les enfants sans distinction ou sélection. De cela, l'Etat est redevable, car il s'agit de mieux donner au plus grand nombre. Pas de logique comptable pour un projet de société !

La FCPE a interpellé à ce titre le ministre de l'Éducation nationale, par [une lettre ouverte](#), que vous trouverez en pièce jointe.

La FCPE ne cessera d'affirmer que faire société et faire nation c'est par et avec l'école publique !

Nous vous demandons, mesdames et messieurs les parlementaires de signer, de partager cette pétition pour l'école de la République, pour des conditions dignes d'apprentissages et de bien-être de nos enfants.

Je vous prie d'agréer, mesdames et messieurs les parlementaires, l'expression de ma très haute considération.

Grégoire ENSEL, Président



A lire notre dernier numéro de [la revue des parents](#) sur l'engagement de nos bénévoles pour protéger l'école publique